

Comme d'habitude, la ministre lit son courrier. Elle n'écoute pas et ne répond pas d'une manière concrète. Cependant, pendant le débat, ce matin, elle s'en est pris à notre parti et au Nouveau parti démocratique parce que les députés de ce côté-ci de la Chambre osent aborder des questions relatives à l'environnement. D'après elle, nous agissons «d'une façon odieuse». Elle affirme que nous «portons des accusations générales» et que «nous faisons les pitres pour attirer l'attention des journalistes qui sont déjà à l'affût du moindre scandale». La ministre reproche en fait à la presse d'avoir monté en épingle cette question cruciale pour les Canadiens, qui concerne notre patrimoine national. Les Canadiens ont la chance exceptionnelle de posséder l'un des derniers territoires pratiquement inexploités du monde. C'est ce bien absolument sans prix que les députés de ce côté-ci de la Chambre s'efforcent de protéger.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Voilà tout ce que nous avons entendu ce matin, monsieur le Président. Le gouvernement a pris l'habitude d'attaquer l'opposition dès qu'il se sent critiqué, au lieu de proposer une politique et de répondre directement aux questions sans mesquinerie. Pourquoi refuse-t-il de répondre concrètement afin que les Canadiens puissent se consoler en se disant que le gouvernement se préoccupe de notre patrimoine, de notre environnement et des joyaux que constituent les terres et l'eau que nous devons au Tout Puissant.

La ministre nous a-t-elle expliqué ce qu'elle se proposait de faire? Nous a-t-elle exposé sa position? Absolument pas. Nous a-t-elle dit comment elle comptait s'y prendre pour convaincre ses collègues conservateurs du gouvernement de l'Ontario de promulguer un «projet de loi sur les déversements»? Permettez-moi de dire quelques mots au sujet du «projet de loi sur les déversements» de l'Ontario. C'est une loi modifiant la Loi sur la protection de l'environnement, Partie IX, qui a été présentée à l'assemblée législative de l'Ontario en 1978 et adoptée en 1979. Si elle est promulguée un jour, les pollueurs devront payer la note. Cependant, cette loi adoptée par la législature de Queen's Park en 1979 n'a jamais été promulguée. La ministre sait-elle ce qu'attend le gouvernement de l'Ontario? Peut-elle nous dire pourquoi il n'agit pas? A-t-elle recommandé à son homologue de Queen's Park de faire promulguer la loi afin de protéger les habitants de cette province dans une certaine mesure, de manière que les deux gouvernements puissent lutter ensemble contre des accidents comme ceux dont nous avons parlé? Ses collègues de l'Ontario, c'est-à-dire les ministres et le gouvernement, ne bougent pas le petit doigt depuis six ans pour faire appliquer cette loi et pour régler d'autres questions écologiques, et il est de plus en plus évident que les deux paliers de gouvernement négligent les questions écologiques.

● (1550)

Pour en revenir un instant à la responsabilité fédérale, la ministre ne nous a pas expliqué pourquoi on a supprimé, à partir du 1^{er} avril, le programme de 2.5 millions de dollars concernant la surveillance des produits chimiques, ce qui a surtout fait du tort à l'Ontario et au Québec. Dans le cadre de ce programme, on examinait et on surveillait les émissions des municipalités de l'Ontario et du Québec, les émissions industrielles et les décharges de produits chimiques toxiques, de déchets et d'ordures. C'était un programme absolument essentiel et la ministre n'a pas eu suffisamment d'influence sur le

Les subsides

Conseil du Trésor ou sur le ministre des Finances ou bien on ne lui a pas dit que le programme allait venir à échéance le 31 mars. De toute façon, elle n'a rien fait à ce sujet et le programme a maintenant disparu, au détriment des habitants de l'Ontario et du Québec, et au détriment de toutes les personnes qui habitent autour des eaux internationales contiguës à ces deux provinces. Nous n'avons pas eu d'informations à ce sujet ce matin, quand elle a répondu dans le cadre de ce débat. Nous avons tout juste eu droit, une fois de plus, à une faible attaque contre l'opposition.

Je signale encore une fois à la ministre que les Canadiens ne l'oublieront pas. Ils veulent qu'on leur montre l'exemple en matière d'environnement et ce n'est pas le cas. Elle peut bien rire mais ce sera peut-être une des dernières fois qu'elle le fait car les Canadiens se mobilisent enfin.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le gouvernement ne nous a pas dit quelle initiative il compte prendre pour forcer les entreprises industrielles situées le long du Niagara à nettoyer les décharges. Les ravages causés par les pluies acides constituent l'un des problèmes les plus urgents. Au moins la moitié des pluies acides viennent des États-Unis; elles s'abattent sur nos forêts, sur nos lacs et nos cours d'eau et elles ne se contentent pas de polluer mais elles tuent et empoisonnent. Quelle a été la réponse de la ministre lorsque nous avons abordé la question pour la première fois à la Chambre? Voici exactement ce qu'elle a dit: «Ce n'est pas une priorité.» Voici la réponse du premier ministre: «Nous ne faisons pas notre part de ce côté-ci de la frontière; comment s'attendre dès lors à ce que les Américains fassent la leur?» Comme l'a toutefois signalé si promptement notre critique, le député de Davenport (M. Caccia) qui a fait un discours très éloquent ce matin, la vérité, c'est le contraire. Le Canada est parvenu à réduire considérablement les pluies acides. Nous avons instauré un programme visant à réduire les émissions d'anhydride sulfureux de 25 p. 100 d'ici 1990, et de 50 p. 100 d'ici 1994. Il n'existe pas de programme analogue aux États-Unis. On y produit 19.6 millions de tonnes d'oxyde d'azote par an alors que nous n'en produisons que 1.7 million de tonnes. On ferait bien par conséquent de s'abstenir de raconter des sornettes à ce sujet.

Le premier ministre (M. Mulroney) a dit qu'il accorderait la priorité absolue aux pluies acides au Sommet de Québec. Nous avons jeté toutes nos cartes sur la table. Nous avons dit aux Américains que nous étions les principaux coupables. Nous avons instauré à la dernière minute un programme de 300 millions de dollars étalé sur plusieurs années, il est vrai, mais nous avons dit au président des États-Unis de ne pas se préoccuper à ce sujet en réalité; les Canadiens ont fait leur mea culpa, nous nous tenons responsables de la situation. Le président des États-Unis croit par conséquent difficilement que nous prenons cette question au sérieux de ce côté-ci de la frontière. Nous avons jeté toutes les cartes sur la table et nous n'avons rien reçu en échange. Nous avons seulement eu deux envoyés, Drew Lewis des États-Unis, l'ancien secrétaire des Transports, et il n'y a rien de mal à cela. Nous avons de notre côté l'ancien premier ministre de l'Ontario, William Grenville Davis.

M. Darling: Il n'y a rien de mal à cela pour nous non plus.